



2020

QUE MANQUE-T-IL POUR QUE ÇA CHANGE ?

*Que manque-t-il pour que
« nos » propositions de société
de type égalitaire soient porteuses
de réel changement ?*

Didier **Somzé**

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

L'égalité de droits pour tous les humains n'est pas une réalité, même dans notre société qui pourtant aime s'en prévaloir. Des conditions socio-économiques décentes pour tou-te-s font violemment défaut, explique Christine Mahy¹, y compris dans une société riche : « Les conséquences d'un certain nombre de choix engendrent de la pauvreté et c'est une violence. Les populations qui vivent dans le trop peu de droit au logement... à l'emploi... à la santé... à une école qui réussit avec tous... à la culture... subissent au quotidien une violence. »

Certain-e-s pourraient poser la question de savoir au nom de quelle source philosophique ou confessionnelle il serait intéressant de viser l'égalité. Une réponse forte, à laquelle j'adhère, est apportée par Richard Wilkinson et Kate Pickett : « Ce n'est pas la richesse qui fait le bonheur des sociétés, mais l'égalité des conditions². »

1 Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, dans son percutant discours lors de la remise du doctorat *honoris causa*, le 20 septembre 2018.
> [youtube.com/watch?v=osBcUd58gu](https://www.youtube.com/watch?v=osBcUd58gu)

2 Richard WILKINSON et Kate PICKETT, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, co-éd. Les Petits Matins-Institut Veblen-Etopia, 2013.
« État de santé, espérance de vie, obésité, santé mentale, taux d'incarcération ou d'homicide, toxicomanie, grossesses précoces, succès ou échecs scolaires, bilan carbone et recyclage des déchets, tous les chiffres vont dans le même sens : l'inégalité des revenus nuit de manière flagrante au bien-être de tous. Conclusion des auteurs : "Ce n'est pas la richesse qui fait le bonheur des sociétés, mais l'égalité des conditions" » (4^e de couverture).

Depuis longtemps je me demande quelles sont les conditions pour que les discours et les luttes en vue d'une égalité de droits entre tou-te-s (discours des forces altermondialistes, objectrices de croissance, féministes, antiracistes) produisent leurs effets. Dit autrement, que manque-t-il pour que les propositions de société de type égalitaire (que je revendique, au côté d'autres personnes) soient porteuses de réels changements? L'observation s'étend à l'enjeu climatique et aux conditions dans lesquelles les différents groupes humains le vivent.

Une série de facteurs semblent s'imposer pour qu'un changement de société puisse s'enclencher, dans le sens d'une égalisation des droits et de la répartition des biens³.

La compréhension des mécanismes

Le premier de ces facteurs est la nécessité de comprendre les mécanismes qui font que la réalité est telle qu'elle est. Cette observation et cette analyse font appel à diverses ressources qui ne sont pas qu'intellectuelles. Cultiver des idées claires, identifier un diagnostic de la situation actuelle, suppose un grand angle d'observation et une écoute large autant de la part des ami-e-s que des adversaires idéologiques. À titre d'exemple, Arnaud Zacharie consacre de nombreuses pages aux dérives de la mondialisation néo-libérale. En témoignent les titres de plusieurs chapitres de son récent ouvrage : « Les bulles et les crises financières ; le pouvoir des firmes transnationales ; les inégalités sociales et l'injustice fiscale ; la crise environnementale⁴ ».

Il existe de très nombreux ouvrages ou articles de qualité étudiant l'état de santé de nos sociétés, écrits par différents types d'acteurs (universitaires,

3 J'avais déjà abordé certaines de ces conditions dans un cadre plus restreint : « Pour une décontamination du travail social », *Barricade*, 2010.
> barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2010_pour_une_decontamination_du_travail_social.pdf

4 Arnaud ZACHARIE, *Mondialisation et national-populisme – La nouvelle grande transformation*, éd. Le Bord de l'Eau, 2019, table des matières, p. 5.

de terrain, du monde associatif, etc.) qui constituent un puzzle d'analyses vivant, assez complet et en constante adaptation⁵. Ce n'est donc pas, selon moi, le manque d'idées claires qui ferait défaut. C'est par ailleurs un des trésors de l'éducation permanente ou populaire de développer ces analyses.

Un choix de valeurs

Vient ensuite, assez logiquement, un choix de positionnements et de propositions face à ces analyses. Olivier Bonfond écrit ceci au démarrage de son ouvrage intitulé *200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde*⁶ : « Si nier cette triste réalité est impossible, se résigner à l'accepter est impensable. La célèbre expression de Margaret Thatcher "TINA" (*There Is No Alternative*) est tout sauf vraie. Non seulement des alternatives existent, mais, en plus, elles sont innombrables. Beaucoup sont simples, cohérentes et, avec un peu de volonté politique, pourraient être mises en œuvre dès aujourd'hui ». Parmi celles-ci, je souhaite, à titre d'exemple, en pointer une, simple, sans aucun coût pour les finances publiques, dans un domaine souvent obscur pour de nombreux·es citoyen·ne·s. Lors de la crise financière de 2008, pour sauver l'épargne des ménages, facteur clé de stabilisation dans une société comme la nôtre, les États ont dû prêter et donner des capitaux gigantesques aux banques aspirées dans un « trou boursier ». Les banques dites universelles ont joué sur l'épargne des ménages dans une bourse qui s'effondrait. C'est une des raisons pour lesquelles la crise financière a fait trembler notre société. Une partie de la solution est simple : séparer les banques de dépôt (celles qui gèrent l'épargne et les crédits des particuliers, une activité moins rentable, mais avec très peu de risques) et les banques d'investissement (celles qui

5 Citons, dans des genres très différents, deux exemples d'ouvrages qui réalisent un excellent travail d'analyse : Michel PINÇON et Monique PINÇON-CHARLOT, *La Violence des riches – Chronique d'une immense casse sociale*, éd. La Découverte, 2013 ; Joseph STIGLITZ, *La Grande Désillusion*, éd. Fayard, 2002. La 4^e de couverture dit ceci : « Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. »

6 Olivier BONFOND, *Il faut tuer TINA*, éd. du Cerisier, 2017, p.13.

empruntent des capitaux pour les investir en bourse : activité beaucoup plus rentable quand tout se passe bien, mais très risquée comme l'a montré la crise de 2008). Les banques de dépôt seraient alors les seules à bénéficier de la garantie de l'État. Comme l'explique Olivier Bonfond, « Cette séparation diminuerait drastiquement le pouvoir de nuisance et de chantage des banques sur les États (...). Cette solution fut imposée aux banques des États-Unis par le président Roosevelt après la crise de 1929⁷. »

Il s'agit de refuser l'attitude « Je sais bien... mais quand même... » qui caractérise beaucoup de nos dirigeant·e·s, mais aussi beaucoup d'entre nous. Isabelle Stengers décrit très précisément ce positionnement dans un ouvrage éclairant et dynamisant⁸. En un mot comme en cent, elle écrit : « je choisis d'agir ». Dans le même ordre d'idées, mentionnons *Oser penser à gauche*, ouvrage dans lequel Sophie Heine écrit, s'inspirant d'Antonio Gramsci : « On ne peut changer la société sans une idéologie claire, dotée de dimensions à la fois analytiques et prescriptives⁹ ».

Par ailleurs, il importe que ces positionnements et ces choix stratégiques échappent à un piège : celui de nous draper dans la radicalité sans y déroger, créant ainsi notre propre impuissance. Nous avons parfois l'art de théoriser une pensée systémique selon laquelle l'adversaire est le capitalisme. Mais ce raisonnement a aussi un effet inhibiteur : comment s'attaquer à un tel monstre ?

La volonté de créer de la lucidité sur le « système » tel qu'il fonctionne effraie le chaland, produit de la résignation et engendre une forme de paralysie. Vouloir s'attaquer à un tel adversaire sans préconiser des mesures concrètes (ou des étapes pour qu'advienne le monde dont nous rêvons) n'est pas faire œuvre de volonté de transformation sociale. Toute lutte faisant référence à des cibles inatteignables, abstraites, est une forme d'automutilation. Faut-il reconquérir l'hégémonie politique ou l'hégé-

7 *Ibidem*, p. 189.

8 Isabelle STENGRS, *Au temps des catastrophes – Résister à la barbarie qui vient*, éd. La Découverte, 2009, p. 155-157.

9 Sophie HEINE, *Oser penser à gauche – Pour un réformisme radical*, éd. Aden, 2010, p. 6.
Citons aussi, de la même autrice, *Pour un individualisme de gauche*, éd. JC Lattès, 2013.

monie tout court ? La culture de gauche ne fait plus partie de l'évidence, de l'institué, de ce qui n'a pas besoin d'action pour être là¹⁰.

L'éducation permanente est certainement un lieu de réflexion privilégié en vue de créer davantage d'égalité de droits et de conditions d'existence dans notre société.

Appropriation de ces valeurs par la population

Un troisième facteur consiste en l'appropriation de ces valeurs par une proportion de la population qui constitue un seuil ou une masse critique. Il semble logique qu'une analyse de la réalité et un choix de positionnement ne puissent avoir d'effet structurel que si une partie significative de la population adhère à ce changement. Ceci ne veut pas nécessairement dire que ce seuil doit être majoritaire dans le sens « plus de la moitié ». Le nombre de manifestant-e-s, de *likes* sur les réseaux sociaux, de participant-e-s aux conférences et autres événements, meetings, etc. témoigne de cette préoccupation dans la tête de celles et ceux qui aspirent à des changements démocratiques. Pourtant, régulièrement (souvent ?), nous savons que ce seuil d'adhésion n'est pas (encore) atteint.

Le spectre de ce troisième facteur est celui de la plus ou moins grande division des gauches, du manque de complémentarité (et/ou de capacité à faire alliance) entre syndicats de couleurs différentes, entre syndicats et vie associative, entre petits et grands acteurs du monde associatif, entre gauche sociale-démocrate et gauche radicale, etc.¹¹

10 Ce paragraphe doit son existence et en toute grande partie sa forme à une réflexion écrite d'Olivier Starquit. Merci.

11 Didier SOMZÉ, « Le Chemin vers une société solidaire sera multiforme – Fécondons-nous les uns les autres », *Barricade*, 2014.
> barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2014_-_didier_somze_-_fecondons_nous_les_uns_les_autres.pdf

Choc émotionnel collectif

Le quatrième facteur, particulièrement intéressant à observer en cette période « corona », est de l'ordre d'un choc émotionnel de société, qui comporte une dimension psychologique certaine, mais également sociologique, économique, politique, philosophique ... bref, une dimension systémique. Il y a deux versants à cet enjeu : le premier est le rejet ou la condamnation d'événements intolérables, tels que la mort par noyade de Aylan (enfant migrant échoué sur une plage en 2015), le décès de Georges Floyd (mort étouffé par un policier aux USA), ou encore des violences policières à l'aéroport de Charleroi en 2018 ayant conduit au décès de Jozef Chovanec.

L'autre versant est la construction d'une alternative. La valeur d'une société se mesure à la manière dont elle traite les plus fragiles de ses membres. C'est le contraire du « chacun-e pour soi ». C'est la recherche de chemins pour dépasser la violence des majorités sur les minorités.

Les exemples ne sont pas légion. Citons le passage de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles françaises, le dimanche 21 avril 2002. Le lendemain, lundi 22, je donnais cours en auditoire à des étudiant-e-s en travail social. Et l'ambiance pédagogique était totalement inhabituelle : des étudiant-e-s au premier rang, arrivés bien à temps qui me demandent de leur parler du résultat des élections en France. Et un silence concentré « anormal » autour de cette question. Même constat au lendemain de la faillite de la banque Lehmann Brothers le lundi 15 septembre 2008, dans un cours d'économie politique : « Monsieur que se passe-t-il ? »

L'avenir nous dira si le choc de la pandémie actuelle (et la quête d'un monde « autre ») constitue un exemple qui fera date.

Ce choc collectif est l'exact contre-pied de l'état de sidération, de l'indifférence, de l'impuissance. Nous sommes dans le registre de la motivation et d'une source d'énergie, attitude que décrit Isabelle Stengers dans l'ouvrage déjà cité¹².

12 Isabelle STENGERS, *op. cit.*, p. 204.

La richesse des récits

Quant à la richesse des récits (liés à l'égalité des droits, à la solidarité avec les migrants, à l'inégalable richesse des rapports humains respectueux), force est de constater une certaine difficulté à mettre en scène un discours qui crée de l'émotion solidaire. « À gauche on a aussi tendance à négliger la force des récits : Steve Bannon et les populistes d'extrême droite racontent une histoire d'une redoutable efficacité, qui fait écho au sentiment d'abandon de la classe moyenne. En face, les progressistes proposent soit des idées, soit des contre-récits un peu plats, bref rien qui rivalise avec la puissance dramaturgique, presque mythologique des récits nationalistes d'aujourd'hui. La gauche comprend-elle ce qui est en train d'arriver ?¹³ »

Les facteurs qui précèdent sont indispensables pour un changement de société et sont souvent, voire généralement, présents dans l'esprit de tout qui réfléchit (et agit par rapport) à cet enjeu de transformation de société. Mais deux autres conditions me semblent moins conscientes, moins mises en lumière ou moins acceptées. Or ces obstacles sont puissants pour empêcher notre société de tendre vers un monde égalitaire...

13 Interview de Claudia Benedetto, chargée de communication aux Équipes populaires, in L'Esperluette, trimestriel du MOC, n° 102, Bruxelles, octobre à décembre 2019, p. 16.

Steve Bannon est un ancien conseiller de Donald Trump qui tente de fédérer les milieux d'extrême droite en Europe.

Un exemple de récit de gauche porteur me semble la rencontre d'un survivant des camps nazis avec des jeunes de milieux culturels variés, dans le film *Les Héritiers* de Marie-Castille Mention-Schaar avec Ariane Ascaride, en 2015.

> allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=224589.html

Un autre exemple (dans un style que chacun-e appréciera) serait la chronique « Droit de citer » de Saphia Wesphael sur la chaîne de télévision LN24, le 14 septembre 2020 :

> facebook.com/554734424598697/posts/4449776568427777

Être réellement prêt-e-s à la confrontation

L'une de ces conditions peut être qualifiée d'endogène, car elle nous est propre (à nous les actrices et acteurs de changement social) : il s'agit de notre volonté et de notre capacité à « être (réellement) prêt à la confrontation¹⁴ ». Ce rapport de force renvoie à l'indispensable conflictualité sociale parce qu'il n'y a pas de droits résultant de cadeaux sociaux¹⁵, comme le montre la naissance de la sécurité sociale dans les épreuves et la lutte armée de la Résistance en décembre 1944¹⁶.

Il est nécessaire d'investir une réelle énergie dans ces discussions conflictuelles, sous peine de déserrer le champ de l'évolution de notre société. C'est la culture du dissensus.

Or nous sommes pétri-e-s de cette injonction au bonheur¹⁷ qui comprend la sérénité, la paix familiale, interpersonnelle et sociale. Contourner, éviter toute réalité potentiellement conflictuelle est un mantra de notre société néo-libérale. Au point qu'un très grand nombre d'entre nous ne supporte pas la moindre tension au sein des groupes ou dans l'espace public. Par conséquent, nous sommes incapables parce qu'allergiques (à moins que ce ne soit allergiques parce qu'incapables) de faire face, de participer, de gérer cette nécessaire (et inévitable) conflictualité.

14 Thomas PORCHER, « Europe – Être (réellement) prêt à la confrontation » in *Les Délaiés*, éd. Fayard, 2020, p. 153. Voir aussi la création toute récente du collectif Faire front : > fairefront.be

15 Il importe de ne pas confondre les droits et les cadeaux sociaux. Les premiers sont le résultat d'une conquête sociale. Les derniers ne sont en rien créateurs ou sources de droits. Deux « merveilleux » exemples de cadeaux sociaux sont les dons de quelques multinationales pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris et, quelques mois plus tard, les dons de masques anti-corona de la part d'évadés fiscaux.

16 Monique PINÇON-CHARLOT et Michel PINÇON, écrivent dans la postface de la bande dessinée de HARALD, *Un cœur en commun – La belge histoire de la sécurité sociale*, éd. Delcourt, 2020 : « Contre cette déshumanisation provoquée par le capitalisme, les luttes syndicales, politiques, intellectuelles – dont cette bande dessinée – font partie de l'arsenal visant à maintenir le principe de solidarité, pour que même les plus pauvres puissent vivre en bonne santé ».

17 Voir « la tyrannie du bonheur » et ses liens avec le néo-libéralisme, par la sociologue Éva Illouz : > youtube.com/watch?v=mI__FXLiL64

La valorisation du dissensus et l'établissement d'un nouveau rapport de force, favorables aux droits du plus grand nombre, ont comme objectif et conséquence que la peur change de camp. Tout comme la création de la sécurité sociale repose en partie sur la volonté des décideurs du premier monde (capitaliste) de faire des concessions aux demandes de justice sociale pour couper l'herbe sous le pied du second monde (communiste), alors très menaçant. C'est l'addition de puissantes forces « alternatives » (ouvrières, syndicales, politiques et même armées) qui, combinées à une vision et un choix de valeurs de leaders responsables et charismatiques, ont créé une pression imparable en vue du vote du 28 décembre 1944 donnant naissance à la sécurité sociale en Belgique.

Je me souviens d'un slogan peint sur un mur de la Ville de Liège il y a une vingtaine d'années : « Tremblez bourgeois, le peuple est de retour ». Y a-t-il quelque chose à voir avec l'hélicoptère, prêt à décoller, sur le toit de l'Élysée, lors du mouvement des Gilets jaunes?¹⁸ La caricature de *Dubus*¹⁹ qui dessine Charles Michel rassurant Macron, apeuré à la vue de deux hommes portant un gilet jaune, en lui précisant : « Pas de panique Manu... Vous êtes à Bruxelles. Ce sont des travaux. » est très illustrative.

Pour qui découvre ici (ou dans des discours similaires) cet enjeu, il est possible d'associer la conflictualité sociale à quelque chose de négatif, de dangereux, de triste... Or, c'est précisément l'inverse que j'ai pu observer (à certaines conditions bien entendu). D'une part, l'état de sidération, d'impuissance et de non-volonté de s'exposer est autodestructeur, facteur d'inhibition et de dépression... D'autre part, c'est la récupération du pouvoir d'agir (donc d'affronter la réalité conflictuelle) qui produit de

.....

18 Roland HUREAUX, *Gilets jaunes – Jacquerie ou révolution*, éd. Le Temps des Cerises, 2019, p. 218 : « À mains nues, le mouvement des Gilets jaunes a suscité dans le système une immense peur ». La note 232 en bas de page indique que fin 2018, au plus fort de la crise, des patrons du CAC40 ont supplié Macron de tout lâcher. Un hélicoptère était prêt sur le toit de l'Élysée pour l'évacuer. À noter aussi que les Gilets jaunes ne sont responsables d'aucune victime. On ne peut en dire autant de la part des forces de police...

19 Julien DOHET, « Le Mouvement des Gilets jaunes à travers la caricature de la presse quotidienne francophone belge en fin d'années 2018 », analyse de l'IHOES, n°19, 24 janvier 2019. Article également en ligne.

l'énergie, qui construit la force psychique... Et non, comme on pourrait l'imaginer, de la tristesse ou de l'épuisement. L'augmentation du pouvoir d'agir, passant par la récupération de nos facultés de penser et d'imaginer, provoque de la joie, explique Isabelle Stengers²⁰.

Cette « plongée » dans la conflictualité sociale nous a manqué en 2008 lors de la crise bancaire et pourrait bien nous manquer dans cette crise « corona », révélatrice de manques et de faiblesses dans nos modes de production et de consommation.

Des moyens « traditionnels » et d'autres

Cette conflictualité sociale peut s'établir par des moyens traditionnels d'occupation de la voie publique (les barricades...), mais également par les réseaux sociaux. Ainsi Raphaël Glucksmann, rapporteur de la Commission des droits humains au parlement européen, explique au micro de *Matin-Première*²¹ que certaines sociétés sous-traitent la production de nos biens de consommation dans des pays sans beaucoup de (aucunes) normes sociales, environnementales, etc. Nous pouvons attaquer leur image. Pour créer un rapport de force qui fait peur aux multinationales il suffit parfois de *liker* une campagne de boycott contre leur pub mensongère. Les réseaux

20 Isabelle STENGERS, *op. cit.*, p. 204.

21 L'invité de la matinale du 17 août 2020 à 7h55 : Raphaël Glucksmann, eurodéputé siégeant au sein du groupe socialiste. Depuis quelques semaines, Raphaël Glucksmann interpelle massivement, avec l'aide des internautes, des marques accusées de bénéficier du travail forcé des Ouïghours en Chine. De Apple à Nike, en passant par Adidas, Lacoste, ou le groupe Zara. Et cela fonctionne ! Plusieurs marques prennent enfin conscience de leurs pratiques (ou les reconnaissent) et souhaitent les changer. Lacoste et Adidas se sont par exemple engagées à cesser toute activité avec des fournisseurs et sous-traitants chinois impliqués dans l'exploitation des travailleurs forcés ouïghours. Au passage, de plus en plus de monde s'intéresse à la communauté ouïghoure. Cette minorité turcophone et musulmane vit dans la province du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Elle y subit une politique de répression (travail forcé, campagne de stérilisation, torture, etc.) mise en place par Pékin. Alors au-delà de sensibiliser des grandes marques, pour Raphaël Glucksmann, c'est l'opinion publique et les autorités politiques qui doivent se mobiliser. Comment faire pression sur Pékin ? Un génocide est-il en cours en Chine ? Comment expliquer la si timide réaction de la communauté internationale ?

sociaux ont un rôle à jouer dans la mise en évidence de dégâts sociaux causés par certaines entreprises multinationales.

Cet enjeu d'une forme 2.0 des barricades et de la justice sociale ne va pas de soi, notamment pour des raisons générationnelles. J'en sais quelque chose, étant moi-même jeune pensionné. Mais il y a peut-être aussi un enjeu de (dé?)valorisation du principe même des réseaux sociaux, comme l'explique Claudia Benedetto, actrice du secteur de l'éducation permanente : « Délaisser le champ des réseaux sociaux sous prétexte que c'est un espace virtuel et éphémère, ou pour des raisons morales, c'est laisser le champ libre aux propagandes 2.0. N'y a-t-il pas une forme d'intellectualisme dans le dédain pour ces espaces virtuels? [...] C'est là que se joue, en partie, la bataille de l'information, la guerre culturelle de conquête des imaginaires. Comment faire de l'éducation populaire? Comment favoriser l'esprit critique sur ces espaces? Immense question²²... »

Se confronter, c'est-à-dire payer un prix

Quels que soient les terrains d'affrontement, on ne sort pas victorieux de la lutte sans payer un prix. Citons l'exemple des révoltes populaires à Hong Kong ou à Minsk en Biélorussie²³, des jeunes d'Extinction Rebellion, ou des jeunes pour le climat (Anuna De Wever, Adelaïde Charlier) qui font le choix de payer quelque chose de leur obligation scolaire, de leur temps, et du mépris voire d'agressions diverses (sur les réseaux sociaux notamment).

Le choc « corona » a produit un bouleversement des règles d'austérité budgétaire portées par l'Union européenne (l'interdiction pour les autorités publiques d'investir en s'endettant). Ce qui était totalement inimaginable il y a quelques mois. Si la mise en place de cette perspective keynésienne

22 Interview de Claudia Benedetto, *op. cit.*, p. 16.

23 *Le Soir* du 29 août 2020, dans son supplément *Léna* : « Elles se sont rassemblées pour la première fois le matin du 12 août. Une centaine de femmes vêtues de blanc et tenant un bouquet de fleurs à la main. Une manifestation silencieuse et pacifique pour dénoncer la violente répression des forces de l'ordre qui, les jours précédents, avait traumatisé le peuple biélorusse, alors rassemblé dans la rue pour protester contre les très controversées élections présidentielles. »

ne devient pas structurelle, une des raisons en serait très certainement le manque de conflictualité sociale. « Après la crise du coronavirus, il faudra combattre ceux qui vous diront qu'il faudra continuer comme avant »²⁴, comme l'explique très bien Boris Cyrulnik²⁵ : « [...] l'épidémie actuelle a été déclenchée par l'hyperconsommation et l'hypermobilité. Comme je l'ai dit, cela va être le débat de l'après-virus, dans quelques semaines ou dans quelques mois, qui opposera ceux qui voudront redémarrer comme avant et, en face, des écologistes, des philosophes, des éducateurs, dont je ferai partie, qui leur diront qu'il faudra se remettre à vivre, mais pas comme avant. Avec le risque que cette situation profite aux nationalistes ; des gens sont sûrement déjà en train de préparer la justification de la fermeture des frontières. »

Un choc collectif sans rapport de force n'est pas susceptible de produire des effets transformateurs...

Le dernier facteur : la publicité

Le dernier facteur traité dans cette analyse (ce qui ne préjuge en rien de l'existence d'autres facteurs non abordés ici) peut être qualifié d'exogène, car il tient à la force des acteurs et actrices qui s'opposent à cette volonté de changement vers plus d'égalité : la publicité.

Puis-je parodier la phrase de Victor Hugo « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches²⁶ » en estimant que c'est de l'enfer des prolétaires consommateurs qu'est fait le paradis des actionnaires ? Ou encore : le « bonheur » des propriétaires des GAFA et autres grandes surfaces dépend de notre capacité à commander, payer et ingérer toutes sortes de substances, par ailleurs plus ou moins nocives pour notre santé physique et mentale. La puissance des différentes publicités qui nous conduisent là

24 Cynthia Fleury, philosophe, émission « Entrez sans frapper », le mercredi 1^{er} avril 2020 à 7h38, *La Première*.

25 Boris Cyrulnik, *Le Soir*, mardi 31 mars, p. 16.

26 Phrase de Victor Hugo reprise dans l'ouvrage cité plus haut d'Olivier BONFOND, p. 85.

où « elles veulent²⁷ » constitue un obstacle de taille au surgissement d'un monde de type égalitaire.

Pascal Warnier²⁸ écrit ceci à propos de la décision de limiter drastiquement le temps publicitaire sur la RTBF à partir de septembre 2020 : « Le récit consumériste, cette bonne parole qui nous est proclamée sans cesse, est une machine à “faire consommer” et nous ne nous en rendons plus compte. Que n'avons-nous pas dit et écrit sur les idéologies du xx^e siècle, aliénant les consciences ? Mais plus sournoise est l'idéologie du consumérisme. Elle répète sans fin l'antienne de la facilité et du bien-être [...] “Achetez plus au moindre prix”, telle est sa litanie ! »

Une autre raison qui empêchera selon moi un vrai changement suite au « méga choc corona » est le retour intensif de la publicité. Celle-ci est réapparue petit à petit, de plus en plus insidieusement, depuis le déconfinement, pour retrouver un niveau de perversité jamais atteint. À titre d'exemple, en ce début août 2020, Coca-Cola inondait différents médias de messages qui ressemblent à ceux d'une ONG par leur contenu, tout en minimisant leur but publicitaire : « Je ne dirai plus jamais que mon travail n'est pas important. Et si je souriais un peu plus, que je voyageais un peu moins en profitant pleinement de chaque kilomètre ? ... Et si je réalisais... que ma cuisine... que ma musique, pouvaient changer les choses. Tu vois, je n'oublierai jamais qu'ensemble, nous sommes plus forts. Je m'en souviendrai ... toujours, car c'est ensemble que nous traverserons les tempêtes. Alors je suis ouvert... Ouvert, plus que jamais²⁹. »

Cette pub renforce tranquillement le rapport de forces des multinationales qui souhaitent continuer à augmenter leurs profits.

27 En paraphant la phrase d'Eduardo Galleano : « Les autos nous conduisent où elles veulent, les grands magasins nous font consommer ce qu'ils veulent... »

28 Pascal WARNIER, *La Libre Belgique* du 5 août 2020, p. 33 : « Dès le mois de septembre, le temps publicitaire sur la RTBF sera drastiquement réduit. Voici pourquoi cette décision est emblématique. » Ceci pose bien sûr la question du rapport entre service public de l'audiovisuel et secteur privé. Débat dans lequel je n'entre pas ici.

29 Double page dans *Le Soir* du lundi 3 août 2020.

D'où la stratégie par exemple de Greenpeace France³⁰ qui déclenche une action combative pour interdire toute publicité climaticide (c'est-à-dire liée aux énergies fossiles). « La France a interdit la pub pour le tabac et l'alcool, pour notre santé, il y a près de trente ans, avec la loi Évin. Pour le climat, elle doit maintenant interdire la pub liée aux énergies fossiles, à leurs produits et services. Avec vous, nous pouvons amener un maximum de personnes à interroger le rôle de la publicité commerciale dans nos vies et sur le climat. Objectif : que la France se dote d'une loi Évin Climat! ... Des marques dépensent des milliards pour nous convaincre de détruire la planète en consommant toujours plus, alors qu'on nous répète qu'il faut réduire notre empreinte carbone... Nous non! C'est pour ça que ce matin nos militant·e·s sont entré·e·s en action. Objectif : mettre fin aux publicités climaticides qui polluent le climat et nos cerveaux. C'est une mesure qu'il faut prendre maintenant. »

Conclusions

Je pense qu'il ne suffit pas d'être attentif·ve·s à un seul facteur de changement de société, ni plusieurs. C'est uniquement en tenant compte de l'ensemble de ces aspects qu'une transformation s'amorce et se construit. Ainsi, s'investir individuellement dans une démarche de transition sociale est en soi intéressant et nécessaire. Mais cela ne permettra jamais un changement social structurel et global. Oui, le colibri qui fait sa part est une pièce du puzzle, mais je ne pense pas que 1000 colibris, même réunis autour d'un objectif commun, suffiraient à réaliser un puzzle. Selon moi, il faut nécessairement compléter leur action par un travail collectif sur les structures (indépendantes des personnes) qui déterminent le fonctionnement de notre économie, de notre société... À l'inverse, vivre individuellement indépendamment des enjeux de transition, en revendiquant une impulsion, un changement venant de différentes structures (le législateur...) ne suffit pas non plus.

30 > greenpeace.fr/stop-a-la-publicite-climaticide

Aucune science ne détient seule la clé du changement : ni la psychologie, ni l'économie, ni la science politique, ni... C'est uniquement en travaillant à ces différents niveaux qu'un changement systémique pourra advenir.

Ce travail multifacette ne peut se faire sans une dose de confrontation, voire d'affrontement, avec les personnes et les structures qui défendent leur profit maximal à court terme. Une conquête collective n'est pas garantie durablement sauf si elle est comprise, activée et défendue vigoureusement jusque dans la rue.

C'est ce que nous montre l'histoire de la justice, de la justice sociale et des droits humains. Il n'y a pas de création ou de maintien de droits sans barricades, sans opposition à l'ordre établi.

Et enfin, il n'y a pas de vie libre, de dimension critique, d'intelligence collective sous l'emprise de la publicité, que ce soit dans les rues, sur nos appareils connectés ou dans les médias de toutes catégories (radios, télévisions, cinémas ...).

Didier SOMZÉ

Pour nourrir la réflexion

- Le collectif RAP (Résistance à l'Aggression Publicitaire) organise des actions sur les panneaux publicitaires qui nous rendent accros.
> <https://antipub.org>
- Le collectif Liège sans pub a organisé en 2017 une large mobilisation citoyenne contre le renouvellement du contrat de la Ville de Liège avec le publicitaire JC Decaux.
> liegesanspub.be
- Le numéro 91 de *Fakir* (« Journal fâché avec tout le monde. Ou presque »), de décembre 2019, à Amiens en France, titre en une, « Changeons d'imaginaire! Plus de 10 000 marques par jour – La pub nous traque jusque dans les chiottes ! » Ce numéro consacre un dossier au thème de la publicité climaticide. Il parodie une publicité automobile : « Quand rouler devient une fin en soi » par le commentaire : « Quand interdire la publicité devient une fin en soi » sous la plume de François Ruffin et collègues.
- Voir le film *La pub aux pays des merveilles* de Matthieu Lietaert, Belgique, 2019, 59 minutes. « À travers son documentaire qui porte un regard critique sur l'évolution de la publicité des années 1970 à nos jours, Matthieu Lietaert cherche à créer un débat de société urgent sur le manque de régulation dans un secteur publicitaire en pleine effervescence technologique » écrit le *Journal des Grignoux*, n°278 du 20 novembre 2019.

Que manque-t-il pour que ça change ?

BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES



Auteur

Didier SOMZÉ

*

Relecteur-trice-s

Olivier STARQUIT
Nicole VAN ENIS
Perrine VANMEERBEEK

*

Chasseur-euse-s de coquilles

Emmanuel BOUCHAT
Perrine VANMEERBEEK

Coordination

du pôle publications
Perrine VANMEERBEEK

*

Pôle publications

Emmanuel BOUCHAT
Virginie GÉROUVILLE

*

Maquettiste

Jérôme BECUWE

*

Éditeur responsable

Jérôme BECUWE
asbl *Barricade*

rue Pierreuse 21 • 4000 Liège

Comité éditorial

Emmanuel BOUCHAT
Yannick BOVY
Joanne CLOTUCHE
Noémie CRAVATTE
Virginie GÉROUVILLE
Didier SOMZÉ
Olivier STARQUIT
Nicole VAN ENIS
Perrine VANMEERBEEK

Lancé en 2010, le *pôle Publications* de *Barricade* est consacré à la rédaction et l'édition d'analyses et d'études. Inscrit dans une démarche d'éducation permanente, ce pôle éditorial vise à offrir des articles qui suscitent de l'étonnement, alimentent une réflexion, nourrissent des perspectives d'actions, à l'attention de divers publics et secteurs d'activités : associatif, militant, scientifique,

étudiant, services publics, etc.

La culture du débat est au cœur du projet éditorial de *Barricade*. Nous voulons faire se rencontrer et dialoguer différents points de vue et différentes manières d'écrire, dans le respect des valeurs qui nous sont chères : **féminismes, justice sociale, interculturalité, alternatives, impertinence, et esprit critique.**

Analyses et études

Disponibles gratuitement sur notre site **barricade.be** et en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège via la librairie *Entre-Temps*, la librairie de *Barricade*.

Agenda de nos activités

Rejoignez-nous sur *Facebook* ou inscrivez-vous à notre newsletter sur **barricade.be**. Recevez gratuitement le *Pavé Dans La Mare*, notre revue bimestrielle, en nous contactant par mail à info@barricade.be ou par téléphone au 04 222 06 22



Wallonie

Barricade asbl
Rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège
info@barricade.be / www.barricade.be

Numéro d'entreprise : Bo 457.984.015
RPM : tribunal de l'entreprise de Liège
IBAN : BE22 5230 8037 1447



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles